

Mission : Témoignages pour la paix

Une délégation de personnalités françaises (Raymond Aubrac, Kenneth Brown, Mathieu et Suzanne de Brunhoff, Sacha Goldman, Stéphane et Christiane Hessel, Martin Hirsch, Jean-Jacques Salomon, Abraham Ségal, Gérard Toulouse, Annick Suzor-Weiner et Michèle Zémor) s'est rendue en Israël et dans les Territoires occupés du 28 janvier au 3 février 2003, répondant ainsi à l'appel pressant du mouvement israélien Goush Shalom - Le Bloc pour la paix.

Dans un article pour *Le Monde* du 20 février 2003, Stéphane Hessel, ambassadeur de France a exprimé son inquiétude :

"(...) A 85 ans, j'ai pu visiter Israël et les territoires occupés sous la conduite de patriotes israéliens qui partagent mon respect pour les valeurs du judaïsme et leur place dans la civilisation contemporaine. J'en reviens choqué et plein d'appréhension.

Depuis l'assassinat d'Itzhak Rabin, le peuple israélien court vers l'impasse. (...)

[D]ans son ensemble [il] vit cette évolution dans une morne indifférence, l'attribuant avec un mélange d'effroi et de découragement à la nécessité de lutter contre l'insécurité et le terrorisme, tout en sachant que cette lutte est jusqu'ici inefficace (...)

J'ai pu, au cours de ce voyage trop bref, percevoir l'amorce d'actions ainsi orientées où Israéliens et Palestiniens se rejoignent et constatent que le clivage supposé irréversible entre leurs cultures et leurs valeurs respectives n'est qu'un leurre propagé par ceux qui veulent garder pour les seuls juifs la totalité des pouvoirs."

Retour de mission (Extraits)

"La visite des colonies de Cisjordanie les plus proches de Jérusalem nous a permis (...) de visualiser le mur en construction : un mur de béton que ses bâtisseurs présentent comme une réponse à l'insécurité, mais qui semble davantage conçu comme un obstacle aux déplacements quotidiens des Palestiniens (...)."

"A Ramallah, (...) une maison détruite l'avant-veille, sans explication, par des soldats israéliens qui ont donné à la famille quelques minutes pour quitter les lieux. (...)"

"(...) A Rafah, (...) on voit des Palestiniens faire la queue pour accéder à des points d'eau pour leur usage courant, alors que les habitations des colonies toutes proches, enclavées dans le territoire, sont, elles, alimentées en eau potable."

"(...) Le contraste est frappant entre Nazareth-la-Haute, ville où peuvent s'installer les immigrants juifs, (...) et les quartiers voisins, de population arabe, beaucoup moins bien pourvus en infrastructures (...), à la voirie en mauvais état, sans zone d'activité économique. (...)"

"(...) Les populations arabes ne détiennent que très peu de terres,

dans des conditions de grande insécurité juridique en Israël ou dans les territoires, comme en témoignent les expropriations (...)"

"Les questions de "sécurité" sont au centre de toutes les préoccupations et on le comprend. (...). Cependant, (...) [les] opérations conduites par les Israéliens ne concourent ni directement, ni indirectement à l'objectif d'une protection des populations contre le terrorisme."

"D'un côté, les Palestiniens accumulent des raisons de se sentir humiliés et voient leur vie quotidienne constamment perturbée, depuis l'absence d'eau potable ou le percement des cuves d'eau sur le toit des immeubles par les tirs des soldats israéliens jusqu'aux heures d'attente aux check-points (...); de l'autre, les Israéliens ne donnent aucune justification de leurs actions, (...) ne procèdent à aucune enquête lorsque leur sont reprochées des exactions (...)."

"Les militants de la paix, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, se définissent aussi comme des résistants. Ils en appellent à la communauté internationale (...) pour qu'on comprenne leur cause (...)"

Solidarité avec les objecteurs de conscience israéliens

Sico (Solidaires des Israéliens contre l'occupation), Amnesty International, la FIDH et la Ligue française des droits de l'Homme soutiennent deux objecteurs israéliens devant être déférés devant la cour martiale¹. Jonathan Ben Artzi, en prison depuis le 8 août 2002 et Haggai Matar, incarcéré depuis le 23 octobre, font partie des 350 lycéens de 15 à 18 ans ayant déclaré qu'ils refuseraient d'effectuer leur service militaire, soit par pacifisme, soit qu'ils refusent simplement de servir dans les territoires occupés. 13 jeunes objecteurs sont actuellement en prison en Israël. Jonathan et Haggai seront les premiers objecteurs israéliens déférés devant la cour martiale : ils risquent jusqu'à trois ans de prison².

En 2002, 216 lycéens avaient déclaré leur refus de servir dans les territoires dans une lettre adressée au premier Ministre Ariel Sharon : "L'Etat d'Israël commet des crimes de guerre et foule les droits de l'Homme en détruisant des villes et des villages palestiniens (...) en détenant et en exécutant sans jugement (...), par les pillages, les bouclages, les couvre-feux, la torture, en empêchant que soient administrés des soins médicaux, en construisant et en agrandissant les colonies."

Les objecteurs affirment que le refus d'une occupation illégitime entraînant nécessairement des actes contraires aux traités internationaux ratifiés par l'ensemble de la communauté internationale, y compris par Israël, n'est pas contraire à l'intérêt de leur pays. Ainsi que l'a déclaré Matania Ben Artzi, père de Jonathan : "Ils se battent pour la justice et pour leur pays que l'occupation conduit irrésistiblement à la perte de ses valeurs."

1. Communiqué conjoint du 8 mars 2003.

2. Jonathan Ben Artzi a été déféré devant la cour martiale de Jaffa le 11 mars 2003, l'audience a été reporté au 25 mars 2003.